

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE

DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

### LOIS ET DECRETS

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	Lois et décrets			Débats à l'Assemblée nationale	Bulletin Officiel Ann. march. publ. Registre du Commerce	REDACTION ET ADMINISTRATION DIRECTION
	Trois mois	Six mois	Un an	Un an	Un an	
Algérie . . . . .	8 Dinars	14 Dinars	24 Dinars	20 Dinars	15 Dinars	Abonnements et publicité IMPRIMERIE OFFICIELLE 9, rue Trolier ALGER Tél : 66-81-49. 66-80-96 C.C.P. 3206-50 - ALGER
Etranger . . . . .	12 Dinars	20 Dinars	35 Dinars	20 Dinars	28 Dinars	

Le numéro 0,25 dinar. — Numéro des années antérieures : 0,30 dinar. Les tables sont fournies gratuitement aux abonnés. Prière de joindre les dernières bandes pour renouvellement et réclamations. — Pour le changement d'adresse ajouter 0,30 dinar. Tarif des insertions : 2,50 dinars la ligne

### SOMMAIRE

#### DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

##### MINISTERE DE L'INTERIEUR

Arrêté du 11 juin 1965 relatif à l'intérim du chef de service départemental de la protection civile et des secours, p. 641.

Arrêté du 11 juin 1965 portant nomination de sapeurs-pompiers professionnels stagiaires, p. 641.

##### MINISTERE DE LA JUSTICE

Arrêtés du 18 juin 1965 portant acquisition de la nationalité algérienne, p. 642.

#### MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS

Arrêté du 14 janvier 1965 portant statut et fixant les échelles de rémunération du personnel de l'Office national des transports (rectificatif), p. 643.

#### AVIS ET COMMUNICATIONS

S.N.C.F.A. — Homologation de proposition, p. 644.

Marchés. — Appels d'offres, p. 644.

— Mise en demeure, p. 644.

### DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

##### MINISTERE DE L'INTERIEUR

Arrêté du 11 juin 1965 relatif à l'intérim du chef de service départemental de la protection civile et des secours.

Par arrêté du 11 juin 1965, M. Mostefa Bentaga est chargé d'assurer l'intérim du chef de service départemental de la protection civile et des secours du département de Saïda.

L'intéressé sera rémunéré sur le budget du service départemental de la protection civile et des secours de Saïda, sur la base de son indice de traitement actuel.

Arrêté du 11 juin 1965 portant nomination de sapeurs-pompiers professionnels stagiaires.

Par arrêté du 11 juin 1965, les candidats dont les noms suivent, ayant subi avec succès les épreuves du concours sont nommés sapeurs-pompiers professionnels stagiaires :

- Boumedienne Abed,
- Djabeur Hadj,
- Benkefouf Ghaouti,
- Douar Ali,
- Zitouni Hehdi,

- Bensahli Mohamed,
- Mir AHMED,
- BENCHAA Mohamed,
- OUDINAT Kaddour,
- HAMZA Abdelkader,
- Bensalem Habib,
- GUELLIL Ha'ib,
- SLIMANE Madani,
- BOUCHENAF Aamar,
- AMBRI Abdelkader,
- BENAouda Mohamed,
- LAKEB Hadj,
- LAIMENE Mansour,
- YAKDOUINI Tahar,
- BOUNEb Benyebka,
- SAHRANE Amar,
- GERINE Miloud.

Ils sont affectés au corps de sapeurs-pompiers d'Arzew.

A titre provisoire la rémunération des intéressés sera prise en charge par la commune d'Arzew.

Durant la période d'essai probatoire d'une année les stagiaires seront considérés comme sapeurs-pompiers professionnels. En attendant le texte réglementaire fixant les traitements des sapeurs-pompiers professionnels ils percevront, à compter du 1<sup>er</sup> avril 1965, une rémunération égale à celle d'un sapeur-pompier professionnel de 6<sup>e</sup> classe (indice 160 brut).

## MINISTRE DE LA JUSTICE

Arrêtés du 18 juin 1965 portant acquisition de la nationalité algérienne.

Par arrêtés du 18 juin 1965, acquièrent la nationalité algérienne et jouissent de tous les droits attachés à la qualité d'Algérien, dans les conditions de l'article 8 de la loi n° 63-96 du 27 mars 1963 portant code de la nationalité algérienne :

M. Mimoun Mohamed, né le 6 avril 1926 à Assi Ben Okba (Oran),

M. Violi Dominique Antoine, né le 20 avril 1908 à Plati (Italie),

M. Bresson Yvon, né le 24 mai 1929 à Vichy (Dpt. de l'Allier), France,

M. Hamed ben Boudjemaâ dit « Teyaa », né le 24 juillet 1944 à Chabat-El-Leham (Oran),

M. Nacer Mimoun, né le 5 mai 1929 à Oran,

M. Djilali Ould Kelifa, né le 19 décembre 1940 à Sidi Bel Abbès (Oran),

M. Toupet Bernard Emile Jean Marie, né le 24 juin 1938 à Agnez-Lez-Duisans (Dpt. du Pas de Calais) France,

M. Ahmed ben Abdelkader, né le 20 janvier 1935 à Misserghin (Oran),

M. Nasri Sayeh, né en 1931 à Oujda (Maroc).

Par arrêtés du 18 juin 1965, acquièrent la nationalité algérienne et jouissent de tous les droits attachés à la qualité d'Algérien, dans les conditions de l'article 11-1° de la loi n° 63-96 du 27 mars 1963 portant code de la nationalité algérienne :

M. Ali Hassen, né le 19 décembre 1944 à Bejaïa (Sétif),

M. Mohammed ben Lahcene, né le 20 août 1946 à Ighil-Izane (Mostaganem),

M. Soussi Hoçaine, né le 21 mai 1944 à Béni-Saf (Tlemcen).

Par arrêtés du 18 juin 1965, acquièrent la nationalité algérienne et jouissent de tous les droits attachés à la qualité d'Algérien, dans les conditions de l'article 12 de la loi n° 63-96 du 27 mars 1963 portant code de la nationalité algérienne :

Mme Rose Eliane, épouse Morseli Abdelkader, née le 6 janvier 1930 à Ecuelles (Dpt. de la Seine et Marne) France, qui s'appellera désormais Morseli Fatima,

Mme Vazquez Rosario, épouse Benbarkat Salah, née le 19 avril 1914 à Nerva (Espagne), qui s'appellera désormais Aïfaoui Meriem,

Mme Legendre Yvonne Marie Rosalie, épouse Yakoubat Mohamed, née le 5 octobre 1923 à Sacey (Dpt. de la Manche) France, qui s'appellera désormais Yakoubat Fouzia,

Mme Belanger Solange Jeanine Geneviève, épouse Garoudji Nahmil, née le 12 janvier 1942 à Dreux (Dpt. de l'Eure et Loire) France, qui s'appellera désormais Rahila Djamilia,

Mme Huppert Jacqueline, épouse Ramoul Amor, née le 30 juin 1934 à Wolkrange (Belgique), qui s'appellera désormais Huppert Meriem,

Mme Azagoury Rosette Saâda, épouse Kissi Abdelhamid, née le 2 janvier 1939 à Casablanca (Maroc),

Mme Florentino Marie, épouse Bouzouga Mohammed, née le 28 juillet 1917 à Alger,

Mme Rkia Bent Mohammed, épouse Benchtouat Abdesslem, née en 1942 à Berkane (Maroc),

Mme Marco Julienne, épouse Benzerga Mohamed, née le 14 juillet 1925 à Misserghin (Oran), qui s'appellera désormais Marco Kheira,

Mme Marosato Aurore Emma, épouse Boufessioua Abdelmadjid, née le 7 juin 1939 à Morzine (Dpt. de la Haute Savoie) France,

Mme Fatma bent Ahmed, épouse Mekideche Mansour, née en 1933 à Béni-Sidel (Maroc),

Mme Ferrer Antonia Ana, épouse Bouzidi Cheikh, née le 27 janvier 1909 à Santanyi, province des Baléares (Espagne),

Mme Quesada Raymonde, épouse Benhamidine Chikiken, née le 1<sup>er</sup> décembre 1946 à Bou-Melfa (El Asnam), qui s'appellera désormais Quesada Leila,

Mme Mollon Mireille Joséphine, épouse Bendellali Boudjema, née le 23 janvier 1928 à Lentilly (Dpt. du Rhône) France, qui s'appellera désormais Mollon Meriem Joséphine,

Mme Nadjar Georgette Jora, épouse Bennoui Ladoui, née le 27 juin 1925 à Barika (Aurès), qui s'appellera désormais Nadjar Johra,

Mme Antalova Annie Madeleine, épouse Allaoua Akkacha, née le 22 février 1931 à Alger, qui s'appellera désormais Antalova Mimi,

Mme Muller Alberte Paule Renée Lucienne, épouse Ayad Ahmed Seghir, née le 18 avril 1927 à Herserange (Dpt. de la Meurthe et Moselle) France,

Mme Embarka bent Lahbib, épouse Benkelikha Mohammed, née en 1925 à Béni-Tadjid (Maroc), qui s'appellera désormais Benabou Embarka,

Mme Zahia kent Embarek, épouse Kayouche Mohamed, née le 5 novembre 1937 à Alger,

Mme Meyer Maria, épouse Belaid Belhadj, née le 6 avril 1924 à Trèves (Allemagne),

Mme Pugnieri Georgette Lucienne, épouse Maateki Said, née le 4 décembre 1922 à Aix les Bains (Dpt. de la Savoie) France, qui s'appellera désormais Pugnieri Dalila Georgette Lucienne,

Mme Rahma bent Hasan, épouse Achi Abdelkader, née en 1942 à Ain Sefa, province d'Oujda (Maroc), qui s'appellera désormais Rahma Rahma.

Mme Gout Fernande, épouse Bouchelaghem Brahim, née le 8 octobre 1939 à Mèze (Dpt. de l'Hérault) France,

Mme Moncho Reine Dolorès, épouse Derderi Mohamed, née le 6 janvier 1926 à Ain-Benian (Alger); qui s'appellera désormais Mechani Safia,

Mme Douaire Suzanne, épouse Bouafia Ali, née le 20 juillet 1910 à Franconville (Dpt. de la Seine et Oise) France,

Mme Zohra bent Ahmed, épouse Benfriha Abdelkader, née le 5 décembre 1929 à Sidi Bel Abbès (Oran),

Mme Bajard Renée Marie Joséphine, épouse El Misoum Zoubir, née le 11 avril 1927 à Ecoche (Dpt. de la Loire) France, qui s'appellera désormais Bajard Rachia,

Mme Sellerier Hélène Suzanne, épouse Djabri Rachid, née le 14 janvier 1924 à Paris 14<sup>e</sup> (Dpt. de la Seine) France, qui s'appellera désormais Sellerier Leïla,

Mme Djamilia bent Mohammed, épouse Boudiaf Hocine, née le 23 février 1935 à Annaba, qui s'appellera désormais Benmohamed Djamilia,

Mme Guerinot Annie, épouse Noui Ahmed, née le 8 juin 1940 à Alger, qui s'appellera désormais Maouche Ghania,

Mme Freihofner Erika, épouse Beïmahdi Saddok, née le 14 septembre 1938 à Linz sur Donau (Autriche).

Mme Delacour Michelle Jeanne Marie, épouse Lameche Mohammed Saïd, née le 22 juin 1941 à Montivernage (Dpt. du Doubs) France,

Mme Defremont Ghislaine Anne Marie Madeleine, épouse Neggaz Mohammed, née le 25 juin 1939 à Lille (Dpt du Nord) France,

Mme De Roquetaillade Paulette Thérèse Clémence, épouse Nouioua Mohammed, née le 9 mai 1933 à Aguessac (Dpt. de l'Aveyron) France,

Mme Becar Clémentine Georgette, épouse Laoubi Ahmed, née le 23 mai 1931 à Abscon (Dpt. du Nord) France,

Mme Duclos Gisèle Marie Louise, épouse Benelbachir Lakhdar, née le 16 avril 1934 à Saint Gonnéry (Dpt. du Morbihan) France, qui s'appellera désormais Duclos Habiba,

Mme Le Tournéur Maria Léontine Mélanie, épouse Mazouzi Mohammed, née le 29 mars 1894 à Tamerville (Dpt. de la Manche) France,

Mme Cossu Victoire, épouse Charchali Abdelkader, née le 11 janvier 1930 à Bastia (Dpt. de la Corse) France, qui s'appellera désormais Cossu Fifi,

Mme Georges Reine Marguerite, épouse Charchal Mohamed, née le 3 janvier 1919 à Fontaine de Vaucluse (Dpt. du Vaucluse) France, qui s'appellera désormais Georges Nadia,

Mme Resseguier Marguerite Jeanne Hélène, épouse Allouche Hacène, née le 1er octobre 1926 à Sérignan (Dpt. de l'Hérault) France,

Mme Khedidja bent Salah, épouse Oudjebbour Ahmed, née le 22 novembre 1926 à Alger,

Mme Khira bent Lahsen, épouse Hamdi Rabah, née le 14 avril 1925 à Alger,

Mme Meknes Kheira, épouse Mabel Boualem, née le 15 avril 1914 à El-Asnam,

Mme Maurel Rose Félicie Juliette, épouse Hadjadj Amar, née le 23 avril 1925 à Fresnes sur Escaut (Dpt. du Nord) France.

## MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS, DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS

Arrêté du 14 janvier 1965 portant statut et fixant des échelles de rémunération du personnel de l'Office national des transports (rectificatif).

Journal officiel n° 42 du 18 mai 1965.

A. — Au sommaire, page 521,

Au lieu de :

### MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA REFORME AGRAIRE

Arrêté du 14 janvier 1965 portant statut et fixant des échelles de rémunération du personnel de l'Office national des transports, p. 524.

Lire :

### MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS, DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS

Arrêté du 14 janvier 1965 portant statut et fixant les échelles de rémunération du personnel de l'Office national des transports, p. 524.

B. — Dans l'annexe I dudit arrêté.

Page 524 et suivantes

1°) Article 4, page 525, 1re colonne :

Au lieu de :

« — fournir un extrait de casier judiciaire datant de moins de trente jours ».

Lire :

« — fournir un extrait de casier judiciaire datant de moins de trois mois ».

2°) Article 6, page 525, 2° colonne :

Au lieu de :

a) Chaque échelle comporte 9 échelons d'ancienneté. Dans chaque échelle, le passage de l'échelon 1 à l'échelon 2 a lieu de plein droit, à l'expiration d'un délai d'une année de présence, 3 à 8 inclus, à l'échelon immédiatement supérieur a lieu de plein droit, à l'expiration d'un délai de 3 années de présence dans l'échelon 2 ; le passage de l'un quelconque des échelons 3 à 8 inclus à l'échelon immédiatement supérieur a lieu, de plein droit, à l'expiration d'un délai de 3 années de présence dans l'échelon considéré, que les services aient été continus ou non et qu'ils aient été accomplis dans un ou plusieurs services ou agences de l'Office.

Lire :

a) Chaque échelle comporte 9 échelons d'ancienneté. Dans chaque échelle, le passage de l'échelon 1 à l'échelon 2 a lieu de plein droit, à l'expiration d'un délai d'une année de présence dans l'échelon 1 ; le passage de l'échelon 2 à l'échelon 3 a lieu de plein droit à l'expiration d'un délai de deux années de présence dans l'échelon 2 ; le passage de l'un quelconque des échelons 3 à 8 inclus à l'échelon immédiatement supérieur a lieu de plein droit, à l'expiration d'un délai de trois années de présence dans l'échelon considéré, que les services aient été continus ou non et qu'ils aient été accomplis dans un ou plusieurs services ou agences de l'Office.

3°) Article 6, page 526, 1re colonne, paragraphe III, 2° alinéa, 3° à 5° ligne.

Au lieu de :

s'il n'a, dans ce grade inférieur une ancienneté de service de 2 ans au moins au 5° échelon de l'échelle la plus élevée de ce dernier grade.

Lire :

«... s'ils n'a, dans le grade inférieur, une ancienneté de service de 2 ans au moins au 5° échelon de l'échelle la plus élevée de ce dernier grade, ou s'il n'a pas satisfait à un examen probatoire ».

4°) Article 13, 1<sup>er</sup> paragraphe, page 526, 2° colonne.

Au lieu de :

« — le blâme avec inscription au dossier ».

Lire :

« — le blâme avec inscription au dossier, infligé par le directeur général ».

5°) Article 13, dernier paragraphe,

**Au lieu de :**

Lorsque ces fautes ont été commises dans le service, la révocation est prononcée, même en l'absence de poursuites judiciaires.

**Lire :**

« Lorsque ces fautes ont été commises dans le service, la révocation est prononcée, après avis de la commission du personnel, même en l'absence de poursuites judiciaires ».

6°) Article 23, page 527, 2<sup>e</sup> colonne, à la place du 1<sup>er</sup> paragraphe de l'article.

**Au lieu de :**

L'Office verse directement à ses agents les allocations familiales auxquelles ils peuvent prétendre, au taux fixé par la législation en vigueur dans le secteur industriel et commercial.

**Lire :**

Le personnel de l'Office national des transports bénéficie des allocations familiales du régime général ».

(Le reste sans changement).

## AVIS ET COMMUNICATIONS

### S.N.C.F.A. — Homologation de proposition.

Par décision du 23 juin 1965, le ministre des postes et télécommunications, des travaux publics et des transports, a homologué la proposition de la Société nationale des chemins de fer algériens, parue au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire du 1<sup>er</sup> juin 1965, tendant à faire bénéficier les cafés du barème 110, par wagon complet chargé de 15.000 kg ou payant pour ce poids et de supprimer le renvoi 12 bis de la table des marchandises.

### MARCHES. — Appels d'offres

#### MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE

##### AFFAIRES N° E 2074 P

#### Enseignement primaire, construction de classes et de logements au Sahara département des Oasis (Ouest)

Un appel d'offres ouvert est lancé pour la construction de 82 classes et 47 logements répartis comme ci-dessous, pour le département des Oasis (Ouest).

#### Estimation approximative en D.A. :

1 <sup>er</sup> groupement, Laghouat — 8 classes 9 logements.	700.000
2 <sup>ème</sup> groupement, Laghouat — 8 classes 8 logements.	675.000
3 <sup>ème</sup> groupement, Ghardaïa — 9 classes 5 logements.	555.000
4 <sup>ème</sup> groupement, Ghardaïa — 14 classes 7 logements.	845.000
5 <sup>ème</sup> groupement, Ghardaïa — 13 classes 6 logements.	833.000
6 <sup>ème</sup> groupement, Guerrara — 10 classes 4 logements.	560.000
7 <sup>ème</sup> groupement, El Goléa — 10 classes 3 logements.	540.000
8 <sup>ème</sup> groupement, El Goléa — 10 classes 5 logements.	632.000

5.340.000

Les dossiers peuvent être consultés, chez M. R. Simounet architecte immeuble Pont Burdeau, Boulevard Salah Bouakour, Alger, tél. 63.70.13.

Dans les bureaux de l'ingénieur, chef de la circonscription des travaux publics et de l'hydraulique du Sahara à Alger, Immeuble le Colisée, rue Roccaz (13<sup>e</sup> étage).

Dans les bureaux de l'ingénieur, chef de la division territoriale des Oasis à Ouargla.

Dans les bureaux de la préfecture de Ouargla.

L'ouverture des plis aura lieu à la préfecture des Oasis, la date limite de réceptions des offres est fixée au 20 juillet 1965 avant 18 heures.

#### SOUS-DIRECTION DE L'EQUIPEMENT SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE

##### Inspection académique de Mostaganem

En vue d'assurer la fourniture de mobilier scolaire, de mobilier de logements et de mobilier de salles polyvalentes des groupes scolaires de zones rurales.

- tables bancs scolaires (13.500),
- mobilier pour l'équipement de 180 salles de classes,
- mobilier pour l'équipement de 120 logements de fonction,
- mobilier pour l'équipement de 60 salles polyvalentes.

Date limite de réception des offres : 20 jours fermes après la date de parution du présent avis d'appel d'offres au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Les offres devront être adressées à l'inspection académique de Mostaganem, service de l'équipement scolaire universitaire par voie postale et sous pli recommandé cacheté.

Délai de validité des offres : 3 mois fermes après la date de clôture de réception des offres.

Toute la documentation relative au présent appel d'offres pourra être demandée ou retirée à l'inspection académique de Mostaganem, service de l'équipement scolaire et universitaire.

#### Mise en demeure d'entrepreneur

La Cie de dragages et d'entreprises maritimes domiciliée rue Jules Massenet à Oran, titulaire du marché n° 1 du 25 janvier 1962, approuvé le 27 février 1962, visé par le contrôle financier le 13 mars 1963 sous le n° 924/0, relatif à l'exécution des travaux désignés ci-après : affaire n° A 31 E, Oran, construction d'un parc Lazaret, est mise en demeure d'avoir à reprendre l'exécution des dits travaux dans un délai de vingt jours (20), à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Faute par la compagnie de satisfaire à cette demande dans le délai prescrit, il sera fait application des dispositions de l'article 14 de l'ordonnance n° 62-016 du 9 août 1962.